

MOUVEMENT DE PROTESTATION CONTRE LA RÉFORME DE LA RETRAITE

Grève : quel bilan ?

Le mouvement de grève de l'Intersyndicale a encore mobilisé du monde autour de lui hier, au deuxième et dernier jour du débrayage. Les initiateurs du mouvement se félicitent du suivi de la grève et comptent revenir à la protestation les 24 et 25 octobre prochains. L'Intersyndicale se réunira au bout de ces deux jours pour décider de la suite à donner au mouvement qui revendique le maintien de la retraite anticipée et sans condition d'âge.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Hier encore les syndicats autonomes ont réussi leur pari. Le mot d'ordre de grève a été suivi différemment d'un secteur à un autre mais avec des taux en hausse par rapport au premier jour dans tous les secteurs concernés.

Les syndicats autonomes du secteur de l'éducation ont, une fois encore, prouvé qu'ils peuvent mobiliser la corporation. Le taux de suivi du débrayage dans ce secteur a été hier de 76,30%, selon les données fournies par la cellule de suivi de la grève. Les différents représentants des seize syndicats, réunis au sein d'une intersyndicale, ont pris le siège de l'Unpef (Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation), sis à la Place du 1^{er}-Mai, comme quartier général pour faire le suivi de la protestation. Ces syndicats étaient en alerte tout au long de ces deux jours pour accueillir, regrouper, analyser les taux de suivi dans différentes wilayas.

Le secteur de la santé a aussi été paralysé par le mouvement des deux syndicats des paramédicaux et des praticiens généralistes. Le taux de suivi qui était de 72% au premier jour a atteint les 75% hier. Le secteur

de la formation professionnelle a été paralysé avec un taux de suivi de la grève de 48%.

Les vétérinaires ont répondu à l'appel à 79%. Pour l'administration, les fonctionnaires des APC ont suivi le mouvement à 70% et ceux de l'enseignement supérieur à 40%. «Le mouvement a été une réussite historique en dépit de la politique d'intimidation et de menaces auxquelles les grévistes ont fait face», a dénoncé l'Intersyndicale dans un communiqué. Cette dernière dénonce aussi la politique «de la sourde oreille» du Premier ministre et appelle les représentants du peuple à soutenir les revendications des travailleurs.



Photo : DR

Pari gagné pour les syndicats autonomes.

Le gouvernement de son côté tente visiblement de casser le mouvement. Lyès Merabet président du Syndicat national des praticiens de

santé publique s'interroge sur les intentions de la commission santé de l'APN. Le syndicat qui a reçu une invitation pour se réunir hier avec les

membres de cette commission s'est étonné, une fois sur place, de trouver d'autres représentants des praticiens généralistes». «Nous étions conviés par la commission santé de l'PAN ce matin (hier NDLR) mais nous avons d'autres interlocuteurs qui parlent au nom des médecins généralistes ainsi que le syndicat des praticiens spécialistes qui n'est même pas concerné par cette grève», a souligné le D^r Merabet.

Retour à la normale, dès aujourd'hui dans les secteurs ayant participé à ce mouvement. L'Intersyndicale, qui regroupe seize syndicats de différents secteurs et qui revendique le maintien de la retraite anticipée et sans condition d'âge, la participation au nouveau code du travail et la préservation du pouvoir d'achat des travailleurs, compte reprendre la protestation dès la semaine prochaine, les 24 et 25 octobre. Au bout de ces deux jours, les syndicats autonomes décideront de la nouvelle forme à donner à la protestation.

S. A.

SUITE AUX PROMESSES DU MINISTRE DE LA SANTÉ

Les paramédicaux risquent de se retirer du mouvement de protestation

Le ministre de la Santé a reçu, lundi soir, le Syndicat algérien des paramédicaux, en grève. Abdelmalek Boudiaf a ainsi pris un engagement pour intervenir auprès du Premier ministre et permettre à cette corporation d'intégrer la commission chargée de l'élaboration des nouveaux projets de loi relatifs au secteur et classer cette corporation parmi les métiers pénibles. Le pré-

sident du syndicat, Lounès Ghachi, qui se félicite de l'ouverture des portes du dialogue avec la tutelle, a indiqué que le syndicat réunira samedi prochain son Conseil national pour décider de la poursuite ou non de la grève avec l'Intersyndicale.

S. A.

IL AFFIRME QUE LE TAUX DE PARTICIPATION ÉTAIT DE 9,24%

El-Ghazi tente de minimiser le mouvement

Les taux de participation communiqués par les quinze syndicats autonomes impliqués dans ce mouvement de protestation varient entre 75% et 80%. Ils ont été démentis hier par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El-Ghazi, lors du regroupement des directeurs d'agences Cnas.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - La participation à la grève des syndicats autonomes contre la suppression de la retraite anticipée n'a pas réellement eu le succès que ces derniers

ont revendiqué. Les pouvoirs publics ont estimé le taux de participation, tous secteurs confondus, à 9,24% pour ce qui est du premier jour de grève, 17 octobre. Détaillant les composantes de cette donnée, M. El-Ghazi a précisé que pour ce qui est du secteur de l'éducation, ce taux n'a pas dépassé les 16,63% avec 21% concernant les enseignants ; tandis que la collaboration du corps commun était de 5,5%. Quant à la santé, elle a enregistré une participation minime évaluée à 3,79%. L'apport des collectivités locales a été dérisoire, à peine à 0,16%.

Le ministre du Travail a indiqué, dans ce sens, que l'abrogation de la retraite anticipée est «toujours en cours de traitement au niveau de l'APN». Ceci en insistant sur «la nécessité

d'aller vers cette réforme-là pour assurer l'ordre social», a-t-il soutenu.

La retraite anticipée n'est pas un acquis social

Revenant sur le caractère historique de cette disposition, M. El-Ghazi rappelle que la retraite anticipée n'est pas issue d'une quelconque lutte sociale mais constitue «l'une des mesures dictées par le Fonds monétaire international (FMI), comprises dans le programme d'ajustement structurel, imposé en 1997». Conséquemment, il ne s'agit pas initialement d'un acquis social mais d'une mesure restrictive. Par contre, ce qui représente incontestablement un véritable acquis social est «la garantie

des 32 ans de cotisation et d'une retraite comprenant 80% du salaire», a-t-il soutenu en assurant leur maintien.

Par ailleurs, le maintien de la retraite anticipée aggraverait sensiblement le déficit dont souffre aujourd'hui la CNR. Ce qui risque de mener celle-ci vers «la faillite dans un intervalle de cinq à six ans», a prévenu le ministre de tutelle.

Toutefois, la retraite anticipée sera sauvegardée pour «les métiers de haute pénibilité qui sont en cours d'étude avec l'UGTA», a-t-il rajouté, en précisant qu'un décret exécutif les déterminant sera émis une fois que la loi sur l'abrogation de la retraite anticipée sera passée.

N. B.

PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES

L'autre «pomme de discorde» entre le pouvoir et l'opposition

Le projet de réforme des retraites semble constituer une autre pomme de discorde entre le pouvoir et l'opposition, tous compartiments confondus, avec cette fois-ci l'implication de syndicats autonomes viscéralement opposés audit projet de loi, remettant en cause, selon eux, un «acquis social non négociable».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Des entités syndicales brassant large dans la Fonction publique au point de rendre insignifiante la représentativité de la centrale syndicale, qui ne se sont pas contentées de la simple profession de foi. Elles ont, en effet, paralysé ou presque les établissements scolaires et ceux de la santé deux jours durant, avant-hier lundi et hier mardi, pour signifier on ne peut plus clairement leur refus de la suppression de la retraite anticipée

et exiger leur association à l'élaboration dudit projet de loi. Une fronde qui a poussé, d'ailleurs, bien de députés du FLN à exprimer leurs réserves lors des débats engagés ces jours-ci au sein de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en sait quelque chose, lui qui, dimanche dernier, a eu à vérifier son argumentaire

basé sur la «nécessité de préserver les équilibres financiers de la Caisse nationale des retraites» n'a pas eu l'assentiment de ses vis-à-vis députés. Surtout qu'il a imputé ces déséquilibres aux «départs anticipés à la retraite sans condition d'âge». Car pour ces derniers, à l'image de la députée du PT, Nadia Chouitem, les véritables raisons de ces déséquilibres de la CNR sont entre autres, «les 4 millions de travailleurs non déclarés, le manque de recouvrement et les fausses déclarations». Pour elle, le gouvernement, à travers ce projet, vise une autre compression «déguisée» et «masquée», cette fois, des effectifs, après «la première, imposée par le FMI durant la décennie 1990 du siècle dernier». Et d'étayer son propos par les «milliers

de demandes de départs à la retraite du fait notamment dans l'éducation et la santé», expliquera Youcef Khababa, député du mouvement Nahda, du seuil fixé par le gouvernement au 31 décembre prochain comme ultime délai de la validité du départ à la retraite sans condition d'âge. Mais du côté des partis de l'allégeance, le son de cloche est tout autre. «On attendra l'évolution des débats et ce n'est qu'à ce moment-là que nous aurons à arrêter notre position finale», soutient le chargé à la communication du RND. Ceci même si Seddik Chihab affirme «qu'il y a une réalité que nous devons voir de face et ne pas adopter la politique de l'autruche». «A force de crainte quant à la remise en cause d'acquis, on risque de tout perdre. La Caisse

nationale des retraites doit bien être alimentée par les travailleurs si l'on veut garantir sa pérennité», déclare-t-il, exprimant l'espoir que la «lucidité finira par prévaloir et ne pas se tirer la balle. Nous au RND, nous sommes contre tout laxisme et nous sommes pour la rigueur dans la gestion des affaires publiques».

Du côté du MPA que dirige Amara Benyounès, on ne s'embarrasse pas de précautions quant à apporter l'appui à ce projet de loi controversé. Cheikh Barbara, le porte-parole du parti affirme sans ambages que les «députés du MPA voteront pour ledit texte et ce, en droite ligne de notre soutien au programme du président de la République que le gouvernement exécute».

M. K.